

MAJALAT - Série de webinaires
NOTE CONCEPTUELLE
La jeunesse dans le contexte de COVID-19

Introduction:

En mai 2020, le consortium MAJALAT a lancé une série de webinaires qui s'étendront jusqu'à la fin septembre et couvriront 6 domaines thématiques dans le cadre de 3 cycles. Ils comprennent la gouvernance et l'Etat de droit, le développement économique et le dialogue social, la migration et la mobilité, la sécurité et la lutte contre la violence, la justice climatique et la thématique transversale de la jeunesse. L'objectif des webinaires varie. Le premier cycle visait à réfléchir sur l'impact de la crise du COVID-19 dans la région euro-méditerranéenne et faire le suivi des recommandations qui ont été formulées au cours du cycle d'activités MAJALAT 2019. Le deuxième cycle était axé sur le renforcement des capacités afin d'approfondir les connaissances de la société civile sur les politiques pertinentes de l'UE. Enfin, la troisième série de webinaires, qui se déroulera tout au long du mois de septembre, se tiendra dans le but de discuter de l'impact de la crise sur les domaines thématiques en question et des recommandations de MAJALAT, en présence de représentants de l'UE.

Principaux points issus des discussions :

En ce qui concerne le domaine thématique de la jeunesse, le premier webinaire a eu lieu le 9 juin, et le second a eu lieu le 9 juillet. Les paragraphes suivants résument les conclusions du webinaire organisé avec des représentants d'OSC de jeunes et des jeunes de la région sur différents sujets qui concernent les jeunes.

Lutte contre les violences, et notamment celles basées sur le genre

La pandémie du Covid-19 a prouvé que les femmes étaient particulièrement touchées lors des crises. Elles souffrent de manière endémique, des inégalités sociales et économiques. Les femmes ont dû adapter le mode de signalement des violences pendant le confinement. La précarité des femmes a également augmenté, causée principalement par : l'augmentation des divorces, l'accès très limité aux soins reproductifs et sexuels ; l'absence de support familial (les réfugiées syriennes sont pas exemple les seules membres de la famille à avoir une source de revenus). La pandémie a induit une violence psychologique, qui a touché beaucoup de jeunes, entraînée par des troubles émotionnels et des angoisses.

Emploi des jeunes et économie

La plupart des États du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord, dont les populations sont jeunes et où le chômage est endémique, n'ont pas disposé de ressources financières suffisantes pour mettre en place des plans de sauvetage à grande échelle et protéger les emplois pendant et après la pandémie. L'Égypte, la Jordanie, la Tunisie et le Maroc ont particulièrement (gel du tourisme, une source vitale d'emplois et de recettes en devises étrangères). Les travailleurs occupant certains emplois n'avaient pas la possibilité de travailler à distance. Le télétravail a aussi posé la question de la précarisation du travail, des inégalités au niveau des moyens techniques, et de la protection des données. Les jeunes ont été une ressource importante pour atténuer les risques économiques liés à la pandémie. Les capacités de résistance, d'innovation sociale et technique et de créativité ont été mises à l'œuvre. Les diasporas se sont mobilisées pour collecter des fonds auprès des réseaux locaux de solidarité.

Education des jeunes

Les établissements d'enseignement des 20 pays de la région MENA sont restés fermés, ce qui signifie que plus de 110 millions d'enfants, d'adolescents et de jeunes n'ont pas été scolarisés pendant une longue durée. Malgré le fait que de nombreuses solutions d'apprentissage en ligne aient été mises en œuvre dans la région, notamment grâce aux ministères de l'éducation en partenariat avec l'UNESCO, l'inégalité d'accès aux portails numériques et la non-maîtrise de certains outils (logiciels, applications) ont été des obstacles à la continuité de l'apprentissage. Avec les mesures de confinement, la fermeture de nombreux secteurs de l'économie rend particulièrement difficile l'entrée des jeunes sur le marché du travail.

Migration des jeunes et mobilité

Dans de nombreux pays de la région, la pandémie a généré des discriminations et stigmatisations à l'égard de certaines personnes, notamment en situation de migration. Ces dernières, venant principalement d'Afrique Subsaharienne, ont rencontré des problèmes liés à la barrière de la langue, l'isolement (physique et social), le nonaccès aux services sanitaires de base. Les enfermements et arrestations à leur égard ont aussi été exacerbés sous prétexte de lutte contre la pandémie. Les jeunes ont particulièrement été touchés par les effets du Covid-19 en termes de déplacements. De nombreuses personnes se sont retrouvées bloquées (étudiants, voyageurs, travailleurs). Dans certains pays, les personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays sont confrontées à des difficultés encore plus grandes et à une situation plus précaire.

Expression de la citoyenneté

La situation sanitaire a un impact politique dans la région bien au-delà de ce que l'on peut attendre dans d'autres parties du monde. La pandémie a en effet vidé les rues des manifestants en Algérie, au Liban, et l'armée a pu se déployer au nom du respect des mesures de confinement. Les régimes autocratiques ont utilisé la pandémie pour renforcer le contrôle social. Toutefois, on a pu observer un développement de la citoyenneté en ligne.

Recommandations:

L'un des objectifs du premier webinaire était d'élaborer de nouvelles recommandations sur les questions relatives à la jeunesse, tout en prenant en compte celles qui avaient déjà été promues lors du Forum de la société civile tenu qui s'est tenu à Bruxelles en 2019.

Les recommandations suivantes du Forum Civil de Bruxelles 2019 ont été approuvées par les participants au cours du webinaire.

Recommandations générales

→ Recommandations adressées à la DG NEAR, au SEAE et aux autorités nationales

1. L'UE devrait répondre aux défis rencontrés par les jeunes et organisations de jeunesse du voisinage Sud de manière plus claire et transparente :
 - En insérant systématiquement dans les accords bilatéraux entre l'UE et les pays du voisinage Sud, un chapitre spécial sur les dossiers prioritaires pour les jeunes et les organisations de jeunesse. Ce chapitre doit clairement :
 - Identifier précisément les budgets liés à la jeunesse dans ces accords bilatéraux, ainsi que dans les cadres globaux de l'UE et en particulier le CFP

- Indiquer les moyens d'évaluation de l'impact de ces accords bilatéraux concernant les politiques et programmes sur les jeunes et rendre leurs résultats facilement accessibles au public
 - En créant des conditions favorables pour le financement des organisations de jeunesse de la région en permettant, par exemple :
 - L'augmentation du nombre d'appels à projets dédiés à la jeunesse et/ou ouverts aux organisations jeunesse de la région ainsi que l'adaptation des budgets dédiés (possibilité de financement de micro et méso projets)
 - La simplification des procédures de réponses relatives à ces appels
 - L'ouverture des appels à propositions à des entités non enregistrées [collectifs informels, mouvements sociaux ponctuels...] de la région
 - 2. Appuyer le renforcement de la participation civique des jeunes ayant un impact à long terme et conduisant à une plus grande implication des jeunes hommes et femmes dans l'élaboration des politiques dans le voisinage Sud, passant notamment par le renforcement des capacités de plaider des jeunes et des organisations jeunesse
- ➔ Recommandation adressée aux DUE, DG NEAR, SEAE
1. Reconnaître la diversité de la jeunesse, en touchant un plus grand nombre et un plus large éventail de jeunes hommes et femmes, y compris ceux qui sont actifs dans des groupes informels et des mouvements sociaux

Soutenir l'emploi et la formation professionnelle

- ➔ Recommandations adressées aux DUE, DG NEAR, SEAE
1. Soutenir l'entrepreneuriat des jeunes en contribuant à créer un environnement favorable en termes de financements et de formations disponibles
 2. Faciliter l'accès des groupes de jeunes vulnérables (personnes en situation de handicap, personnes en situation de migration) au marché du travail grâce à des dispositifs appropriés

Education

- ➔ Recommandations adressées aux DUE, DG NEAR, SEAE
1. Accroître le soutien politique, financier et administratif aux programmes d'éducation non formelle afin d'améliorer les aptitudes et compétences personnelles et professionnelles des jeunes ainsi que leur employabilité
 2. Impliquer les jeunes de divers horizons et les OSC dans la conception et l'évaluation des programmes européens d'éducation et d'employabilité aux niveaux national et régional
 3. Elargir les programmes facilitant la mobilité des jeunes dans le voisinage sud et renforcer les capacités des jeunes vulnérables sur l'existence de ces programmes (tels que les femmes, les résidents ruraux et les personnes en situation de handicap).

Protection sociale des groupes vulnérables, en particulier sur la question de la santé sexuelle et reproductive

→ Recommandation adressée à la DG NEAR et au SEAE

1. Appeler la DG NEAR et l'EEAS à reconnaître les défis que représentent les droits sexuels et reproductifs pour les jeunes générations :
 - en apportant un soutien financier accru à la société civile déjà engagée sur ce sujet et en encourageant de nouvelles organisations à s'attaquer à ce problème
 - en incluant de manière systématique la SSR dans les dialogues bilatéraux avec les Etats du voisinage Sud

Sécurité : Vers une nouvelle approche de la jeunesse et de la lutte contre toutes les formes de violence

→ Recommandation adressée au SEAE et à la DG HOME

1. Intégrer pleinement le respect des droits de l'homme et des valeurs démocratiques en tant que composante fondamentale de toutes les politiques extérieures de l'UE et de toutes les formes de coopération avec les pays tiers en matière de sécurité et de lutte contre le terrorisme

→ Recommandation adressée aux autorités nationales

2. Inclure les jeunes dans les décisions relatives à la sécurité et la lutte contre toutes les formes de violence lors de la révision de la PEV (sous forme de consultation préalable, évaluation des programmes déjà existants...)

→ Recommandation adressée à la DG Near, à la DEVCO (pour le soutien financier), au SEAE (pour le soutien politique)

3. Accroître le soutien politique et financier aux initiatives menées par les jeunes pour la promotion de la paix et la prévention de l'extrémisme violent

Mobilité et migration

→ Recommandations adressées à la DG NEAR, aux DUE et aux autorités nationales

1. Accroître le soutien financier, politique et administratif aux partenariats pour la mobilité Sud-Sud et Nord-Sud, tels que le volontariat, la formation professionnelle, les initiatives d'éducation non formelle, les échanges culturels, les projets de jumelage d'universités

2. Accroître le budget disponible pour la mobilité Erasmus+ VET Mobility à tous les pays de la région MENA, en tenant compte de critères sociaux et géographiques inclusifs et en :
 - Facilitant l'obtention de visas pour les participants sélectionnés (soutien administratif et politique)
 - Augmentant le nombre de participants du voisinage Sud pouvant y prétendre chaque année

Recommandations ajoutées à la suite du premier webinaire :

Générales et financement

→ Recommandations adressées à la DG NEAR, aux DUE et aux autorités nationales

1. Soutenir financièrement les organisations locales afin qu'elles soient plus efficaces pour répondre aux conséquences de la crise, compte tenu des restrictions imposées par certains gouvernements (transferts d'argent, échange de devises...).

→ Recommandations adressées aux bailleurs (UE incluse)

2. En coordination avec les bailleurs, dans le cas de certains projets, réaffecter les fonds non-utilisés, aux petites entreprises et organismes permettant de fournir une assistance sanitaire essentielle.
3. Recenser et capitaliser les nouvelles pratiques de l'action collective jeunesse sous Covid-19 dans les pays de la région afin d'alimenter et d'adapter les politiques publiques à destination de la jeunesse, les dispositifs de financements ainsi que de mobilité Sud-Sud, Sud-Nord et Nord-Sud.

→ Recommandations adressées aux autorités nationales

4. Promouvoir le développement d'un modèle économique alternatif issu des pratiques mises en place durant le Covid-19 qui soit pérenne, social et solidaire, générateur de revenu pour les jeunes et qui favorise le développement local.
5. Favoriser et soutenir le développement de centre d'action socio-culturelle de proximité et/ou renforcer les dispositifs déjà existants dans les pays et ceci principalement en milieu rural.

Santé sexuelle et reproductive

→ Recommandation adressée à la DG NEAR, aux DUE et aux autorités nationales

1. Promouvoir de nouvelles façons de fournir des informations et un soutien aux adolescents et aux jeunes en matière de santé et de droits sexuels et reproductifs, en soutenant par exemple la mise en œuvre de programmes de sensibilisation dans les structures jeunesse de proximité

Securité

→ Recommandations adressées à la DG NEAR, DG ECHO et aux autorités nationales

1. Mener des recherches qualitatives qui ont pour objectif de faire ressortir les effets des crises sur les femmes, les filles et les autres groupes marginalisés pour permettre d'élaborer des réponses adéquates
2. En cas de crise sanitaire, prendre systématiquement l'approche genre afin de garantir au mieux l'accès à l'information aux femmes (aides et ressources disponibles...).

Migration et mobilité

→ Recommandation adressée aux autorités nationales

1. Favoriser une mobilité interpays pour favoriser l'échange entre pairs.

Education

→ Recommandations adressées à la DG NEAR, aux DUE et aux autorités nationales

1. Face au défi que représente l'adaptation de l'enseignement à distance, soutenir la formation des enseignants/professeurs en multipliant les exemples d'initiatives impliquant des OSC, des fondations ou des entreprises, et favoriser l'accès à un équipement (matériel, connexion) adéquat pour les étudiants et professeurs.

→ Recommandation adressée aux autorités nationales

2. Centraliser, sur un même portail, les informations fiables et spécifiques lors de situations de crise sanitaire dans un pays, dans des langues accessibles à tous les habitants (nationaux et étrangers).

Digital

→ Recommandation adressée aux autorités nationales

1. Soutenir l'engagement virtuel des jeunes en :
 - Mettant à disposition les ressources dans toutes les langues locales
 - Luttant contre la désinformation et la xénophobie autour de la pandémie
2. Garantir que toute utilisation des technologies numériques, y compris les applications et l'intelligence artificielle, pour surveiller la propagation du virus et le comportement des êtres humains, est légale, éthique et strictement temporaire.

→ Recommandation adressée à la DG NEAR

3. Mettre en place une étude d'impact de la crise du Covid-19 sur les jeunes de la région en utilisant des données :
 - Statistiques
 - Des témoignages afin de comprendre les besoins immédiats et futurs des jeunes